Distr.
GENERALE

CRC/C/3/Add.22
12 octobre 1993

FRANCAIS
Original : ESPAGNOL

COMITE DES DROITS DE L'ENFANT

EXAMEN DES RAPPORTS PRESENTES PAR LES ETATS PARTIES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 44 DE LA CONVENTION

Rapports initiaux des Etats parties devant être présentés en 1992

Additif

PARAGUAY

[30 août 1993]

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Introduction	1 - 26	3
A. Situation générale du pays	3 - 7	3
B. Politiques de développement social	8 - 10	4
C. Situation générale des enfants	11 - 26	5
I. MESURES D'APPLICATION GENERALES	27 - 53	8
A. Mesures législatives	27 - 33	8
B. Mesures administratives	34 - 45	11
C. Mesures d'information	46	14
D. Mesures de coordination	47 - 53	16
II. DEFINITION DE L'ENFANT	54 - 58	17

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
III. PRINCIPES GENERAUX	59 - 81	17
A. La non-discrimination	59 - 61	17
B. L'intérêt supérieur de l'enfant	62 - 65	17
C. Le droit à la vie, à la survie et au développement	66 - 76	18
D. Le respect des opinions de l'enfant	77 - 81	19
IV. LIBERTES ET DROITS CIVILS	82 - 96	20
A. Le nom et la nationalité	82	20
B. La préservation de l'identité	83 - 85	20
C. La liberté d'expression	86 - 87	21
D. La liberté de pensée, la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'association et de réunion pacifique	88 - 92	21
E. La protection de la vie privée	93 - 94	22
F. Le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants	95 - 96	22
V. MILIEU FAMILIAL ET PROTECTION DE REMPLACEMENT	97 - 114	23
VI. SANTE ET BIEN-ETRE	115 - 119	25
VII. EDUCATION, LOISIRS ET ACTIVITES CULTURELLES	120 - 129	28
A. Enseignement de base	122 - 125	28
B. Les ressources humaines	126 - 127	29
C. La réforme de l'enseignement	128	29
D. Les loisirs	129	30
VIII. MESURES SPECIALES DE PROTECTION DE L'ENFANCE	130 - 158	30
A. Les enfants en situation de conflit avec la loi	131 - 140	30
B. Les enfants en situation d'exploitation	141 - 154	32
C. Mineurs handicapés	155 - 158	34
IX. CONSIDERATIONS GENERALES	159 - 160	34

Introduction

1. Le présent rapport initial est soumis en application de l'article 44 de la Convention relative aux droits de l'enfant que le Paraguay a ratifiée par la loi 57/90, promulguée le 20 septembre 1990. Il a été établi par M. Eric María Salum Pires, membre de la Direction générale des droits de l'homme du Ministère de la justice et du travail. Conformément à la Constitution en vigueur, les articles de la Convention sont incorporés automatiquement au droit interne du Paraguay et font partie intégrante de la législation nationale.

2. Lors du Sommet mondial pour les enfants, tenu à New York le 29 septembre 1990, le Ministre des affaires étrangères du Paraguay, M. Alexis Frutos Vaesken, a signé les décisions qui y ont été adoptées, prenant au nom de son gouvernement l'engagement de mettre en oeuvre le plan d'action arrêté à cette occasion. Le Gouvernement paraguayen a voulu par cet acte exprimer devant la communauté internationale son ferme engagement de respecter les droits de l'homme et les libertés fondamentales et d'engager sans délai un processus de transformation offrant aux enfants les conditions indispensables à leur développement en toute plénitude.

A. Situation générale du pays

3. D'une superficie de 406 752 km², le Paraguay se divise en deux grandes régions : la région orientale, qui couvre 39 % de la superficie totale et rassemble 98 % de la population, et la région occidentale, aride et très faiblement peuplée. Sa population est estimée à 4 123 550 habitants, dont une partie considérable (55 %) vit en zone rurale.

4. Le Paraguay est le seul pays authentiquement bilingue d'Amérique latine. La majorité des habitants s'exprime avec une égale facilité en guaraní et en espagnol, la première langue étant dominante dans les campagnes et la deuxième dans les zones urbaines.

5. Avec un revenu annuel moyen de 1 254 dollars par habitant et des indicateurs sociaux qui révèlent des insuffisances en matière de nutrition, de santé et d'enseignement, le Paraguay a été classé, selon la méthodologie utilisée par le PNUD pour établir l'indicateur de développement humain, parmi les pays à développement moyen.

6. Ces dernières années, le rythme de croissance de l'économie paraguayenne a été nettement supérieur à la moyenne affichée en Amérique latine. Les raisons de cette progression sont notamment l'introduction de cultures extensives de soja et de coton, dans le secteur exportateur de produits agricoles, et l'effet multiplicateur des investissements importants réalisés pour la construction du barrage hydroélectrique d'Itaipú à la fin des années 70.

7. Entre 1982 et 1986, le rythme de croissance a fléchi en raison des mauvaises conditions météorologiques et de facteurs extérieurs négatifs liés à la récession mondiale et à la crise de l'endettement.

B. Politiques de développement social

8. En avril 1989, le nouveau gouvernement a entériné le plan de développement économique et social pour 1989-1990, dont l'objectif était d'obtenir une croissance soutenue et de contribuer à résoudre les problèmes hérités de 35 ans de dictature et jugés les plus urgents : le chômage, l'inflation et les besoins sociaux. Les éléments les plus importants du plan sont les suivants :

a) Instauration de la liberté des changes, en vue de stabiliser la balance des paiements et d'accroître la formation de capital en devises;

b) Réforme fiscale, en vue d'augmenter les recettes fiscales et de mettre en place un système efficace du point de vue administratif;

c) Promotion du développement rural et mise en oeuvre de mesures de réforme agraire;

d) Modernisation et restructuration administrative et institutionnelle du secteur public, afin d'accroître l'efficacité de la gestion gouvernementale;

e) Promulgation en mars 1990 d'une loi sur la promotion des investissements;

f) Création, en avril 1989, de la Direction de l'assistance et de l'aide sociales (DIBEN) par décret présidentiel, en vue de satisfaire les besoins des secteurs de la population dont les ressources sont insuffisantes.

9. Depuis le début de 1989, le gouvernement démocratique s'est employé à élaborer des politiques de développement social tendant à améliorer les conditions de vie des couches les moins favorisées :

a) Des institutions nouvelles ont été créées, comme le Conseil national du logement (CONAVI), et d'autres ont été renforcées à l'aide de ressources financières, par exemple la Banque nationale d'épargne et de crédit au logement et le Système national d'épargne et de crédit au logement;

b) Le CONAVI a lancé un programme d'attribution de logements aux personnes à faible revenu. Il a aménagé 11 groupes de logements de 200 habitations chacun, les dotant de services essentiels, et a lancé des programmes d'aide à l'installation dans plusieurs régions du pays. Il a prévu d'attribuer 3 000 autres logements à l'avenir.

10. Le gouvernement a entrepris un ensemble de réformes structurelles et s'est employé à assurer une meilleure distribution des revenus du pays :

a) Les crédits publics affectés au secteur social ont augmenté entre 1989 et 1991 de 42,2 %, représentant 6 % du produit intérieur brut;

b) Concernant la réforme agraire et les conditions de vie dans les campagnes, 6 877 familles ont bénéficié d'un programme d'aménagement du logement portant sur 42 groupes d'habitations. Le budget accordé à l'Institut de promotion du bien-être rural a été augmenté de 130,3 % pendant la période 1989-1991;

c) La Direction de l'assistance et de l'aide sociales (DIBEN) a construit, pour en faire don à cinq communautés de l'intérieur du pays, des centres culturels et sportifs pour un coût estimé à 3,5 milliards de guaraníes;

d) En vertu de la Constitution, les crédits affectés à l'éducation nationale doivent représenter au moins 20 % du budget général de l'administration centrale. Le salaire des enseignants a été augmenté; de nouveaux établissements d'enseignement primaire et secondaire ont été créés et les ressources humaines et financières de l'Université nationale ont été améliorées;

e) La santé a été au coeur de l'action du gouvernement, qui a mis en place un certain nombre de programmes de traitement et de prévention. Les crédits affectés à ce secteur important ont été augmentés de 30,9 % au cours de la période 1991-1992.

C. Situation générale des enfants

11. La situation dont le nouveau gouvernement a hérité en 1989 était caractérisée par des indicateurs sociaux et économiques très préoccupants, particulièrement négatifs en ce qui concernait les enfants, étant donné que le pays compte actuellement 1 943 954 mineurs âgés de moins de 18 ans, qui représentent 47 % de la population totale (recensement de 1992). C'est dire l'ampleur de la tâche qui attend le gouvernement pour redresser progressivement la situation.

12. Enseignement. Le taux réel d'analphabétisme peut aller jusqu'à 25 %. Chez les enfants de 7 à 14 ans, le taux de scolarisation primaire est de 89 %, le nombre d'enfants non scolarisés s'élevant à 45 960. Pour 1993, on prévoit l'entrée à l'école primaire de 150 000 enfants de 6 ans. (Chiffres obtenus auprès du Sous-Secrétariat d'Etat à l'éducation.) L'enseignement secondaire est suivi par 15,4 % de la population totale, sur lesquels 4,2 % terminent le cycle d'études secondaires. Dans les campagnes, la situation est plus mauvaise, 32 % seulement des enfants inscrits poursuivant leur scolarité. Tous les efforts déployés tendant à augmenter les impôts et à renégocier les remboursements de la dette extérieure héritée du régime précédent visent à dégager les ressources nécessaires pour répondre à ce besoin social.

13. Santé. Les problèmes de santé les plus graves sont les taux élevés de mortalité maternelle et infantile, les taux de morbidité infantile, les faibles taux de vaccination, l'insuffisance de la nutrition infantile. Les principales causes de l'état de santé des enfants sont les insuffisances de l'assainissement, l'absence d'éducation sanitaire, les mauvaises pratiques en matière d'hygiène et l'insuffisance des services destinés aux groupes vulnérables.

14. Niveaux de vaccination. Les taux de vaccination et la couverture vaccinale sont inégalement répartis, la couverture vaccinale étant supérieure en zone urbaine et chez les enfants dont les mères ont un niveau d'instruction élevé.
15. Indicateurs de la mortalité infantile. Selon l'UNICEF, le Paraguay a un taux de mortalité infantile moyen. D'après les estimations du Secrétariat technique de la planification, le taux de mortalité infantile chez les moins d'un an est de 41 pour 1 000 naissances vivantes et de 61 pour 1 000 naissances vivantes chez les moins de 5 ans.
16. Situation générale en matière de santé. Le gouvernement actuel s'est préoccupé de la situation générale en matière de santé des enfants, fortement caractérisée par les insuffisances, et a offert de plus grandes possibilités de financement dans les secteurs déficitaires.
17. Caractéristiques de la famille. La forme d'organisation familiale prédominante dans le pays est la famille élargie, qui compte parmi ses membres d'autres parents que le père, la mère et les enfants. Cette prépondérance se constate aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Les familles élargies représentant 79,3 % du total alors que les familles nucléaires n'en représentent que 9,2 %. La famille est assurément l'espace privilégié dans lequel l'enfant paraguayen s'épanouit.
18. Information. De tous les organes d'information, c'est la télévision qui exerce le plus d'influence sur les enfants. Le pays a deux grandes chaînes nationales de télévision qui offrent plusieurs émissions destinées aux enfants. La télévision par câble permet de capter une chaîne exclusivement réservée aux enfants. La presse écrite, avec ses suppléments pour enfants, touche 15 % de la population.
19. Identité culturelle. Une caractéristique culturelle importante au Paraguay est le bilinguisme : d'après le recensement de 1982, 40,1 % des habitants utilisent exclusivement le guaraní, 48 % parlent à la fois guaraní et espagnol, et 6,5 % ne parlent qu'espagnol. Ceux qui parlent guaraní ne peuvent pas accéder aux niveaux supérieurs d'enseignement; ce problème n'est prévu dans aucun plan et ne fait l'objet d'aucune étude. Il faut impérativement s'occuper de la question complexe de l'enseignement bilingue, ce qui a été décidé lors du premier Congrès national de l'enseignement; il est de plus prévu de traiter de la question dans la réforme de l'enseignement.
20. Mineurs handicapés. Il ressort des statistiques du Département de l'éducation spécialisée du Ministère de l'éducation et du culte que 444 771 personnes souffraient en 1990 d'un handicap quelconque, ce qui représentait 10,4 % de la population du pays. Sur ce chiffre global, 225 227 personnes ont moins de 20 ans. Il existe un département de l'éducation spécialisée au Ministère de l'éducation et du culte, ainsi qu'un service de soins médicaux et sociaux gratuits. Par ailleurs, des organisations privées sont également actives dans ce secteur. L'obstacle le plus important qui entrave l'efficacité de l'assistance aux handicapés réside dans l'utilisation excessive des services d'assistance par certains secteurs de la population, qui empêche les handicapés de l'intérieur du pays d'accéder aux centres et aux services.

21. Enfants et adolescents autochtones. On estime le nombre d'autochtones à 80 000, appartenant à 17 groupes ethniques relevant de 5 familles linguistiques; 29 437 sont des enfants d'âge scolaire, dont 9 732 (33 %) ont fréquenté l'école primaire et 173 (0,58 %) l'école secondaire. Jusqu'à l'âge de 4 ans environ, les enfants restent avec leurs parents. Par la suite, ils s'intègrent dans la communauté qui les traite en adultes.
22. Enfants orphelins et abandonnés. La Direction générale de la protection des mineurs est l'autorité qui prend en charge les enfants orphelins et abandonnés. Il existe 73 foyers pour enfants dans la capitale. Les juridictions de mineurs en matière tutélaire et correctionnelle travaillent en collaboration avec le Foyer national du mineur qui appuie leurs actions dans ce domaine. L'adoption d'enfants est prévue dans le Code du mineur à titre de solution à l'abandon. Il existe également des mécanismes communautaires en faveur des enfants et des adolescents dans cette situation, par exemple le système des "placements familiaux de fait".
23. Le travail des enfants. En 1991, on a estimé que 20 000 enfants âgés de 8 à 16 ans travaillaient dans la capitale et sa banlieue. Dans 79 % des cas, ils sont vendeurs, crieurs de journaux, cireurs de chaussures ou s'occupent des voitures. Sur ce pourcentage total, 54 % vivent dans des zones marginales; dans 62 % des cas, leur famille n'avait pas de revenu mensuel fixe, raison pour laquelle les enfants étaient obligés de travailler.
24. Mauvais traitements à l'égard des enfants. Il n'existe pas de registre unique recensant les cas de mauvais traitements à l'égard des enfants, mais les différentes sources de renseignements ne révèlent pas d'augmentation du nombre de plaintes faisant état d'atteintes à l'intégrité physique et psychique des mineurs. Outre la Direction générale de la protection des mineurs, il existe des centres qui reçoivent les plaintes ou qui apportent une aide juridique et psychologique aux victimes : on mentionnera le Collectif des femmes "25 novembre", un centre de santé qui relève du Ministère de la santé, le Département de la famille de la police de la capitale, etc.
25. Mineurs délinquants. L'Institut María Reina (pour jeunes femmes) et l'Institut de rééducation "Panchito López" (pour jeunes gens), situés l'un et l'autre à Asunción, accueillent les mineurs qui ont enfreint la loi pénale ou commis des écarts de conduite. En moyenne, 175 mineurs délinquants par an sont admis dans ces institutions; dans 87 % des cas, ils ont commis des infractions contre les biens, le taux de récidive s'élevant à 47 %.
26. Service militaire obligatoire. En vertu de la Constitution, le service militaire est obligatoire pour les jeunes gens âgés de 17 ans révolus et l'objection de conscience est reconnue; de plus, il est interdit d'employer des conscrits à des activités étrangères au service militaire. Environ 50 000 jeunes gens sont sous les drapeaux.

I. MESURES D'APPLICATION GENERALES

A. Mesures législatives

1. Constitution

27. La Constitution promulguée le 20 juin 1992 marque un grand progrès sur la voie de la conformité de la législation nationale à la Convention relative aux droits de l'enfant et consacre un ensemble de principes de nature à garantir la protection et la sauvegarde des droits fondamentaux. La Constitution paraguayenne peut être qualifiée de véritable catalogue des droits civils, politiques, sociaux, culturels et économiques et elle est considérée comme l'une des plus modernes et progressistes de l'Amérique latine :

a) Titre II "Droits, devoirs et garanties", section I, article 4. Du droit à la vie : "Le droit à la vie est inhérent à l'être humain. Sa protection est garantie, d'une façon générale, depuis la conception";

b) Article 5 : "Nul ne sera soumis à des tortures ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants";

c) Article 6 : "L'Etat s'emploie à assurer la qualité de la vie par des plans et des politiques qui tiennent compte de facteurs déterminants, comme l'extrême pauvreté et les handicaps liés à l'invalidité ou à l'âge";

d) Article 9 : "Tout individu a le droit à la protection de sa liberté et de sa sécurité";

e) Article 10 : "L'esclavage, la servitude personnelle et la traite des personnes à des fins de prostitution ou pour exécuter des tâches avilissantes sont interdits";

f) Article 21. De la publicité des audiences : "Lors des audiences publiques il sera interdit de citer nommément des noms dans les affaires impliquant des mineurs";

g) Article 24 : "Tout individu a le droit d'exprimer librement sa personnalité, de laisser s'exprimer sa créativité et de se forger sa propre identité ou sa propre image";

h) Article 36 : "Le droit à l'objection de conscience pour des raisons morales ou religieuses est reconnu dans les cas prévus par la présente Constitution et par la loi";

i) Article 45 : "Tous les habitants de la République sont égaux en dignité et en droits. Aucune discrimination n'est tolérée";

j) Article 41 : "La protection complète de la famille est encouragée et garantie";

k) Article 52 : "Les parents ont le droit et l'obligation de porter assistance à leurs enfants mineurs, de les nourrir, de les éduquer et de les protéger. La loi prévoit une peine s'ils ne s'acquittent pas de leur obligation alimentaire.

Tous les enfants sont égaux devant la loi.

Toute indication de la filiation dans les documents est interdite";

l) Article 53. De la protection de l'enfant : "La famille, la société et l'Etat ont l'obligation de garantir à l'enfant un développement harmonieux et complet, ainsi que le plein exercice de ses droits, en le protégeant contre l'abandon, la malnutrition, la violence, les mauvais traitements, la traite et l'exploitation.

Tout individu peut exiger de l'autorité compétente qu'elle fasse respecter ces garanties et qu'elle sanctionne ceux qui ne les observent pas.

En cas de conflit, les droits de l'enfant priment toute autre considération";

m) Article 57 : "Les soins de santé, l'éducation, les loisirs et la formation professionnelle permettant une intégration sociale complète sont garantis aux personnes différentes. L'exercice des droits octroyés par la présente Constitution à tous les habitants de la République leur est reconnu en toute égalité, afin de compenser les désavantages dont elles souffrent";

n) Article 60 : "Des plans spéciaux de santé pour les femmes enceintes et de santé maternelle et infantile seront mis en oeuvre en faveur de la population à faible revenu";

o) Article 72 : "Tout individu a droit à l'éducation complète et permanente";

p) Article 75 : "La scolarité élémentaire est obligatoire. Elle est gratuite dans les établissements scolaires publics";

q) Article 84 : "Les crédits affectés à l'éducation dans le budget général de la nation ne seront pas inférieurs à 20 % du budget total de l'administration centrale";

r) Article 89 : "Priorité sera donnée aux droits du mineur qui travaille afin de garantir son développement physique, intellectuel et moral normal";

s) Article 128 : "Le service militaire est obligatoire; il devra être accompli dans la dignité et le respect de la personne.

En temps de paix, le service militaire ne peut dépasser 12 mois. Quiconque invoque l'objection de conscience doit accomplir un service dans les centres sociaux désignés par la loi.

Le service militaire personnel qui n'est pas prévu par la loi ou qui vise à enrichir des personnes publiques ou privées est interdit".

2. Avant-projet de code du mineur

28. Pour donner effet à l'article 4 de la Convention, la Direction générale de la protection des mineurs, qui relève du Ministère de la justice et du travail, a commencé en novembre 1991 les travaux préparatoires en vue d'une réforme de l'actuel Code du mineur (loi No 903/81) de façon à le rendre conforme à la Convention internationale. A cette fin, une équipe technique engagée par l'UNICEF et composée d'avocats, d'enseignants, de psychologues qui travaillent avec des mineurs, ainsi que d'organisations spécialisées dans les questions intéressant les mineurs, a entrepris d'analyser et d'adapter le Code.

29. Au mois d'août 1992, l'avant-projet de code du mineur a été présenté officiellement; il est jugé progressiste par rapport au précédent qui était paternaliste. Est supprimée la notion stigmatisante de "mineur en situation irrégulière". Le principe de base du code est que tous les enfants jouissent de droits fondamentaux, quelle que soit leur origine sociale, et que les mineurs doivent avoir droit à une protection particulière, correspondant à leur état de développement physique et mental. Actuellement, l'avant-projet est en lecture à la commission spécialisée de la Chambre des députés, qui l'examine en vue de son adoption.

30. Le 26 octobre 1992, le gouvernement a promulgué la loi No 122/91 qui supprime la possibilité d'incarcérer des mineurs et de les placer en détention provisoire et qui traite également de la question des mineurs responsables d'infractions pénales.

31. La loi No 1340, portant modification de la loi No 357/72, qui vise à réprimer le trafic illicite de stupéfiants et de drogues dangereuses et les autres délits de même nature, prévoit des mesures de prévention et de traitement en faveur du toxicomane. L'article 14 stipule ainsi que "quiconque fournit des produits stupéfiants et des drogues dangereuses ou des produits contenant de telles drogues à un mineur sera puni d'un emprisonnement de 10 à 25 ans".

32. L'article 315 du Code pénal a été modifié et se lit désormais comme suit : "Toute infraction sera punie :

1. D'un emprisonnement de 18 à 24 ans s'il s'agit d'un mineur âgé de 11 à 16 ans.

La peine est augmentée de moitié si l'infraction entraîne le décès de la victime ou si elle a été commise par plus d'une personne".

33. L'article 325 du Code pénal a été modifié pour se lire comme suit : "L'enlèvement est puni :

1. D'un emprisonnement de 3 à 6 ans si la victime a moins de 12 ans.

2. D'un emprisonnement de 2 à 4 ans si la victime a moins de 15 ans ou s'il s'agit d'une femme mariée.

3. D'un emprisonnement de 1 à 3 ans dans les autres cas."

B. Mesures administratives

34. La Direction générale de la protection des mineurs, unique instance administrative officielle concernant les mineurs, a été créée en vertu de l'article 317 de la loi No 903/81. Elle a les fonctions et attributions ci-après :

- a) Elle élabore et exécute les programmes intéressant les mineurs;
- b) Elle veille à faire respecter les droits de l'enfant et de l'adolescent;
- c) Elle accorde une protection à la femme enceinte;
- d) Elle prête assistance à tous les mineurs en situation "irrégulière";
- e) Elle porte plainte et engage des poursuites contre tous ceux qui attentent à l'intégrité du mineur;
- f) Elle surveille les conditions de travail des mineurs;
- g) Elle tient le registre des institutions pour mineurs et supervise leurs activités;
- h) Elle encourage les réformes législatives;
- i) Elle veille au bon fonctionnement des institutions en faveur des mineurs;
- j) Elle encourage la formation et le perfectionnement des ressources humaines.

La Direction a mis sur pied un ensemble de programmes en faveur des mineurs, qu'ils soient en situation irrégulière, en situation d'abandon ou en danger physique ou moral.

35. La Direction générale des droits de l'homme, qui relève du Ministère de la justice et du travail, a été créée par le décret No 8099 du 24 décembre 1990. Ses objectifs fondamentaux sont les suivants :

- a) Faire connaître tous les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par le Paraguay;
- b) Promouvoir les réformes législatives.

36. Pendant la période préélectorale, les candidats à la municipalité d'Asunción, réunis sur l'invitation du Cercle des journalistes de la santé (Círculo de Periodistas de la Salud - CPPC) et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), ont signé un engagement en faveur de l'enfance paraguayenne, dont l'un des principes est le suivant : "Nous nous engageons, en tant que citoyens et conseillers municipaux, dans la grande croisade nationale en faveur de l'enfance paraguayenne, en donnant la priorité absolue aux programmes communautaires". Les élus locaux ont répondu à cet engagement en élaborant des programmes en faveur de l'enfance.

37. En 1992, certaines municipalités ont institué des services pour enfants et adolescents : par exemple, le "Secrétariat à l'enfance et à l'adolescence" de la municipalité d'Asunción et le "Secrétariat municipal de protection du mineur" de Ciudad del Este.

38. Selon le recensement de 1982, 89 % des enfants âgés de 7 à 14 ans fréquentaient l'école primaire; 45 000 enfants n'étaient pas scolarisés cette année-là. Le pourcentage de la population totale qui accède à l'enseignement secondaire est de 15,4 %, dont 4,2 % seulement achèvent leurs études; 2,7 % de la population totale accède à l'enseignement supérieur.

39. Pour l'année 1993, on prévoit une augmentation de plus de 31 % des crédits affectés à la santé, afin d'augmenter l'aide et les ressources humaines dans le secteur de la santé.

40. En 1990, 10,4 % de la population souffraient d'un handicap quelconque et parmi ce groupe, 225 227 personnes avaient moins de 20 ans. C'est le Département de l'éducation spécialisée du Ministère de l'éducation nationale qui est responsable d'organiser l'éducation pour ce groupe de population; il supervise les activités d'un service officiel de soins médicaux et sociaux gratuits aux handicapés. Il existe aussi des organisations privées et subventionnées qui offrent aux enfants et aux adolescents handicapés une assistance dans le domaine de la santé, de l'éducation et du travail. La difficulté la plus sérieuse est la concentration des services d'aide dans les zones urbaines et l'absence de programmes de prise en charge depuis la petite enfance de façon sûre et stable.

41. Par le décret No 14.892 (septembre 1992), le Plan national d'action pour l'enfance a été adopté. Il s'agit d'un plan d'action décennal, élaboré par le "Comité de coordination du programme de coopération Paraguay-UNICEF", constitué des institutions ci-après :

- a) Ministère de la santé publique et du bien-être social;
- b) Ministère de l'agriculture et de l'élevage;
- c) Ministère de la justice et du travail;
- d) Secrétariat technique de la planification;
- e) Eglise catholique;
- f) Cercle paraguayen des médecins;

- g) Société paraguayenne de pédiatrie;
- h) Conseil national des organismes de bienfaisance.

L'UNICEF a apporté une assistance technique.

42. Compte tenu des priorités du gouvernement et de la Déclaration mondiale en faveur de la survie, de la protection et du développement de l'enfant signée par le Gouvernement paraguayen lors du Sommet mondial pour les enfants tenu à New York en septembre 1990, ainsi que des diagnostics et des bilans effectués dans le pays, le plan d'action vise à mettre en oeuvre un ensemble intégré de programmes, en faisant tendre tous les efforts du secteur public, des organisations non gouvernementales et de la collectivité vers les objectifs suivants :

- a) Réduction de la morbidité et de la mortalité infantiles et maternelles et de la malnutrition grave et modérée;
- b) Facilitation de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement;
- c) Renforcement et augmentation des inscriptions scolaires et lutte contre l'abandon scolaire aux niveaux primaire et élémentaire;
- d) Diminution du taux d'analphabétisme;
- e) Protection des enfants particulièrement difficiles.

43. Eu égard à ses objectifs et à son contexte, le plan d'action représente un engagement politique du Gouvernement paraguayen et constitue un cadre général indicatif des politiques sociales pour garantir la réalisation des objectifs et des actions prévus dans le Plan d'action du Sommet mondial pour les enfants, étant entendu que la situation des enfants sera la priorité absolue quels que soient les changements politiques qui peuvent survenir dans le pays.

44. Le Comité de coordination chargé de l'exécution du plan d'action national pour l'enfance se compose de représentants des institutions mentionnées plus haut et est présidé par M. Agustín Carrizosa, représentant du Ministère de la santé, qui a indiqué que la première phase d'exécution du plan était en cours, avec les activités ci-après :

- a) Elaboration du budget (déjà adopté);
- b) Décentralisation des activités prévues dans le plan vers les régions de la République;
- c) Création de commissions régionales;
- d) Participation au Congrès de la réforme de l'enseignement en proposant des mesures éducatives;
- e) Organisation de séminaires d'information.

Département de la famille de la police de la capitale

45. Ce département s'occupe des mineurs délinquants et des mineurs dans une situation particulièrement difficile, de plusieurs façons :

a) Prévention : Des mesures de prévention sont mises en oeuvre par les sections "femmes" et "adolescents" des commissariats, ainsi que par les sections "famille", comme suit :

- i) Formation du personnel de police;
- ii) Traitements particuliers des mineurs arrêtés;
- iii) Coordination des activités avec le pouvoir judiciaire, depuis le commissariat;
- iv) Information organisée et systématique des parents de mineurs délinquants;
- v) Mise en oeuvre d'un système de contrôle obligatoire des mineurs des rues, en coordination avec le commissariat;
- vi) Organisation d'un atelier sur la prévention du SIDA;
- vii) Assistance juridique individuelle gratuite;
- viii) Organisation d'ateliers de prévention dans la section "famille" de chaque commissariat;

b) Coordination des actions des institutions : Le Département assure la coordination des activités du Ministère de l'éducation et du culte, du Ministère de la santé, du Département de la famille de l'archidiocèse, en organisant des débats sur la prévention de la violence, les relations familiales et la prévention du SIDA;

c) Assistance : Il assure une prise en charge thérapeutique et juridique complètement gratuite aux parents, aux groupes, aux adolescents, aux enfants, aux victimes de violence, aux responsables de violences et aux groupes d'entraide;

d) Recherche : Il établit un rapport mensuel statistique et une analyse annuelle des tendances délictueuses.

C. Mesures d'information

46. Au sujet de l'article 42, il faut signaler les activités suivantes :

a) Cycle de formation à l'intention de l'équipe technique d'orientation du Ministère de l'éducation et du culte, composée de spécialistes de l'évaluation et de l'orientation, de travailleurs sociaux, de psychologues; formation assurée par des membres de la Direction générale des droits de l'homme, organisée en journées de huit heures;

b) Pour marquer la Semaine de l'enfant (10-14 août), la Direction générale des droits de l'homme a organisé des débats et des journées d'information sur la Convention, avec des enseignants de plusieurs collèges de la capitale;

c) Pour la Semaine de la jeunesse (14-20 septembre), des spécialistes de la Direction générale des droits de l'homme ont organisé des conférences sur la Convention et sur les établissements d'enseignement secondaire;

d) Des journées de formation ont été organisées à l'intention des inspecteurs de l'enseignement primaire afin d'inciter les inspecteurs et les directeurs à introduire le sujet des droits de l'homme dans les programmes scolaires; 80 inspecteurs de plusieurs régions de la République ont participé à ces journées de formation;

e) Pour ce qui est de l'enseignement classique, une manifestation internationale a été organisée du 10 au 12 août 1992 en collaboration avec l'Institut interaméricain des droits de l'homme : le premier "Séminaire d'éducation aux droits de l'homme" portait sur la politique de l'enseignement des droits de l'homme en ce qui concerne la réforme des programmes scolaires, l'adaptation des textes et du contenu des programmes et le système d'enseignement non classique;

f) En vue de promouvoir et de faire connaître la Convention relative aux droits de l'enfant, la Direction générale des droits de l'homme, le Centre de défense du mineur et la Direction générale de la protection des mineurs ont travaillé en commun à l'élaboration et à l'impression d'une bande dessinée illustrant les articles de la Convention, avec des dessins de l'artiste paraguayen Nico, et d'affiches sur ce thème, sous les auspices de l'UNICEF. Cette bande dessinée a été distribuée en 10 000 exemplaires aux bibliothèques des établissements d'enseignement primaire;

g) La Direction générale des droits de l'homme, avec l'appui du Programme pour le développement humain, la Direction de l'assistance et de l'aide sociales, le Ministère de l'éducation et du culte et l'UNICEF ont lancé une grande campagne nationale visant à faire connaître la Convention, "La campagne électorale des enfants", dont le slogan était : "Les enfants, votez pour vos droits";

h) La Direction générale des droits de l'homme a entrepris de lancer, avec l'aide du Ministère de l'éducation, le deuxième volet du programme d'information sur la Convention, "Les élections des jeunes", prévues pour les 15 premiers jours de juin 1993 et organisées par les directeurs des établissements secondaires de l'ensemble de la République;

i) Enfin, il est prévu pour le mois d'avril un cours de formation sur les méthodes d'enseignement des droits de l'homme et sur la teneur de cet enseignement.

D. Mesures de coordination

47. Le Programme pour le développement humain, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, le Ministère de la santé publique et du bien-être social et le Ministère de l'éducation et du culte ont officiellement lancé, le 1er juin 1991, un projet dont les objectifs sont les suivants :

a) Atténuer les carences nutritionnelles chez les enfants, organiser la fourniture de 53 000 goûters scolaires dans les régions de l'intérieur du pays où des carences sont constatées;

b) Contribuer à l'élimination du goitre, maladie endémique dans le pays, par l'acquisition et la distribution aux enfants d'âge scolaire de 600 000 capsules d'huile iodée ainsi que par une campagne d'information pour encourager l'utilisation de sel iodé, sur le thème : "Plus d'enfant goitreux au Paraguay". Ce projet est en cours d'exécution.

48. La Direction de l'assistance et de l'aide sociales travaille avec de nombreux centres médicaux à l'exécution d'un programme complet visant à évaluer les facteurs qui interviennent dans le taux élevé de mortalité maternelle et infantile et à mettre en oeuvre des mesures correctives.

49. Par l'intermédiaire de sa Direction du bien-être social, le Ministère de la santé publique et du bien-être social a établi un conseil consultatif pour les mineurs, qui réunit plusieurs professionnels et des membres d'organisations non gouvernementales.

50. Le Ministère de l'éducation a institué en avril 1992 le Conseil national de la jeunesse, qui a tenu plusieurs réunions pour préparer son action future.

51. Le Comité national de coordination interinstitutions sera chargé d'administrer le Plan national d'action pour l'enfance adopté en vertu du décret No 14.892 de septembre 1992.

52. Le Comité interinstitutions, composé de membres de la Direction générale des droits de l'homme, du Ministère de l'éducation et du culte et d'organisations non gouvernementales, vise à élaborer des programmes d'information sur les instruments internationaux ratifiés par le pays à l'échelon de l'enseignement classique.

53. La Direction générale de la protection des mineurs, qui a pour tâche principale (selon la loi No 903/81) de coordonner et de superviser les actions de tous les organes publics et privés qui se consacrent à l'enfant et à l'adolescent, doit élaborer une politique institutionnelle, qu'elle définira à mesure qu'elle disposera de plus de ressources matérielles et humaines.

II. DEFINITION DE L'ENFANT

54. Les lois et règlements paraguayens ne contiennent aucune définition de l'enfant. La majorité légale est atteinte à 20 ans; jusqu'à 14 ans les enfants ne sont pas pénalement responsables. L'âge minimum d'accèsion au travail est de 12 ans pour les emplois à temps partiel, de 15 ans pour les travaux domestiques et de 18 ans pour le travail à temps plein.

55. La capacité d'exercer des droits civils et des droits patrimoniaux s'acquiert à 18 ans. Pour contracter mariage, l'âge exigé pour les femmes est de 12 ans et de 14 ans pour les hommes.

56. Les jeunes gens sont astreints au service militaire obligatoire à partir de 17 ans et l'engagement volontaire avec dispense judiciaire est possible dès l'âge de 15 ans.

57. Aucune déclaration devant les tribunaux n'est valable si l'adolescent n'a pas 14 ans révolus. Une peine privative de liberté ne peut être exécutée avant l'âge de 15 ans.

58. L'entrée dans des lieux de divertissement nocturne ainsi que de débit de boissons alcoolisées est interdite aux mineurs de 18 ans.

III. PRINCIPES GENERAUX

A. La non-discrimination

59. La Constitution paraguayenne de 1992 proclame en son chapitre III (art. 45 à 47) l'égalité des personnes et n'admet aucune discrimination.

60. L'article 3 de l'avant-projet de code du mineur consacre le principe de la non-discrimination et prévoit l'adoption de mécanismes propres à assurer la protection des mineurs. Il subsiste, toutefois, des pratiques discriminatoires à l'encontre, par exemple, des enfants appartenant à des minorités ethniques ou raciales ou des enfants handicapés.

61. Des organismes privés oeuvrent à l'application de ce principe. La Direction de l'assistance et de l'aide sociales met en oeuvre un programme d'aide aux handicapés. En coopération avec le PNUD, un plan national en faveur des personnes handicapées a été élaboré.

B. L'intérêt supérieur de l'enfant

62. Le chapitre IV de la Constitution paraguayenne de 1992 (art. 53) met l'accent sur l'intérêt supérieur de l'enfant, faisant obligation à la famille, à la société et à l'Etat d'assurer le développement harmonieux et intégral de l'enfant et de lui permettre d'exercer pleinement ses droits en le protégeant contre divers risques (abandon, dénutrition, sévices, trafic et exploitation). Chacun peut exiger de l'autorité compétente qu'elle fasse respecter ces obligations et qu'elle sanctionne ceux qui ne s'y conforment pas.

63. En cas de conflit avec d'autres droits, ceux de l'enfant l'emportent.

64. Le Code du mineur dispose que toutes les mesures adoptées doivent prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant.

65. La santé, par le biais des différents programmes de prévention et de soins, est au centre de l'action du gouvernement. La part du budget affectée à cet important secteur a augmenté de 30 % environ pendant la période 1989-1991. Les ressources consacrées à la santé, à la nutrition, à l'alimentation, à l'éducation, à l'eau et à l'assainissement, aux enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile, devraient encore augmenter pour qu'il soit possible de rattraper l'énorme retard pris par le pays dans le domaine social en raison de la longue dictature qui, pendant plusieurs décennies, a négligé les revendications de la population.

C. Le droit à la vie, à la survie et au développement

66. L'article 4 de la Constitution dispose que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit est protégé dès la conception. Les articles 53, 67 et 72 garantissent la survie et le développement de la personne humaine.

67. Comme il a été indiqué, la protection de l'enfance représente un enjeu de taille étant donné que les 41 % de l'ensemble de la population sont âgés de moins de 14 ans et 46,7 % de moins de 18 ans. Un certain nombre de ces enfants étant défavorisés ou en danger, l'Etat doit leur apporter une aide particulière et prioritaire.

68. Il est incontestable que de plus en plus d'enfants travaillent. Ils sont, de ce fait, exposés à des risques, et diverses plaintes pour sévices et violences sexuelles sont déposées. On estime à 15 000 le nombre des mineurs qui, dans la zone métropolitaine d'Asunción, travaillent dans la rue.

69. La situation des mineurs est encore plus critique dans les villes frontalières de Pedro Juan Caballero, Ciudad del Este et Encarnación.

70. Le taux de mortalité des enfants âgés de moins d'un an est de 41 pour 1 000 naissances vivantes. Les principales causes de décès dans ce groupe d'âge sont les affections périnatales (36,42 %), les affections du nouveau-né (10,16 %), le tétanos néonatal (1,46 %), les maladies diarrhéiques (13,63 %), les pneumonies et gripes (12,27 %) et les anomalies congénitales (6,29 %). En 1990, les affections respiratoires aiguës (102 529 cas) ont représenté la première cause de morbidité, suivies des maladies diarrhéiques (27 294 cas) et de la dénutrition (4 778 cas). Les causes de décès des enfants âgés de 1 à 4 ans sont, par ordre d'importance, les maladies diarrhéiques, les pneumonies, les sévices et les septicémies (56,18 % des décès).

71. Dans la capitale, 74 établissements publics et privés s'occupent de 2 155 enfants de moins de 15 ans, ce qui représente 25 % du nombre total d'enfants de ce groupe d'âge. Dans le reste du pays, il y a 11 établissements agréés, qui s'occupent de 5 % des enfants de ce groupe d'âge.

72. La couverture vaccinale des enfants âgés de moins d'un an s'est élargie : elle est passée de 51 à 90 % pour le BCG, de 55 à 79 % pour la diphtérie,

le tétanos et la coqueluche, de 46 à 69 % pour la rougeole et de 36 à 44 % pour le tétanos chez les femmes enceintes. Depuis 1990, elle est supérieure à 90 % pour la poliomyélite.

73. La Direction de l'assistance et de l'aide sociales, en coopération avec le Ministère de la santé publique et de la protection sociale, mène un programme complet de détection et d'évaluation des problèmes qui expliquent le taux élevé de mortalité maternelle et infantile, met en oeuvre des programmes et prend des mesures visant à abaisser ce taux.

74. Les enfants d'âge scolaire suivent à 93,6 % un enseignement primaire, ce qui signifie qu'à ce niveau la prise en charge est très importante. Toutefois, on relève des cas d'abandon scolaire et de redoublement. Au nombre des difficultés qui peuvent être mentionnées, on peut citer le déficit budgétaire, les insuffisances de l'infrastructure, le fait que, dans certaines zones rurales, tous les enfants ne sont pas scolarisés, le manque de formation des enseignants, le problème du bilinguisme dont on tient compte dans les programmes scolaires; 15 % des élèves intègrent l'enseignement secondaire et seuls 4,2 % le terminent.

75. Un rapport présenté par le Ministère de l'éducation révèle qu'en 1990, 45 % des élèves de l'enseignement secondaire ont été recalés à leurs examens, ce qui est dû au système d'évaluation sévère appliqué dans tout le pays, au trop grand nombre d'élèves dans les classes, à la dégradation des locaux scolaires. Le bilinguisme est une des raisons qui font que 20 % des enfants ne vont pas à l'école, que 21 % redoublent, que 65 % ne terminent pas l'enseignement primaire et que 30 % abandonnent leur scolarité durant le premier cycle de l'enseignement primaire.

76. Pour faire baisser le nombre des abandons scolaires, des mesures sont prises en vue de rapprocher l'école de la maison : école des parents, visites à domicile, réunions avec les parents ou responsables, distribution d'un goûter à l'école, etc. Toutefois, la mise en place d'une commission consultative de la réforme de l'enseignement qui a organisé des congrès consultatifs régionaux permet d'espérer une amélioration de la situation. Les premières propositions émanant de ces congrès visent à :

a) Instaurer un enseignement bilingue dans le premier cycle de l'enseignement primaire afin d'éviter que de nombreux élèves se démobilisent et abandonnent leurs études;

b) Décentraliser l'enseignement au profit des régions en l'adaptant aux caractéristiques propres à chacune d'elles.

D. Le respect des opinions de l'enfant

77. Dans les établissements scolaires, les enfants doivent se conformer au règlement intérieur qui énonce en général davantage d'obligations que de droits.

78. Grâce à leur participation au conseil de classe, les élèves sont plus largement consultés pour les questions touchant les intérêts de l'enfant et de l'adolescent.

79. Malheureusement, il n'est en général pas tenu compte de l'opinion de l'enfant dans les jugements sur la garde et la tutelle.

80. La déclaration d'un enfant ou d'un adolescent ne permet pas d'engager des poursuites pénales pour violences sexuelles; elle doit être corroborée par des certificats médicaux.

81. Selon le Code civil actuel, le mineur de 14 ans est totalement incapable et, en cas de différend, c'est son représentant légal qui doit agir en son nom.

IV. LIBERTES ET DROITS CIVILS

A. Le nom et la nationalité

82. L'avant-projet de réforme du Code du mineur dispose "... que le nouveau-né doit être identifié par le relevé des empreintes digitales et plantaires de ses père et mère. En cas d'absence du père, les empreintes de la mère seront relevées et vice versa" (art. 11), que "les empreintes sont relevées dans un délai de 24 heures et apposées sur le registre de l'état civil des personnes dans un délai de 36 heures à compter du moment de la naissance de l'enfant" (art. 12), que "... tout enfant a le droit de connaître son identité et d'intenter une action en justice pour connaître ses origines et ses parents naturels" (art. 13) et que "... l'action en recherche de paternité ou de maternité est tenue secrète" (art. 14).

B. La préservation de l'identité

83. Comme l'indiquent les données du recensement de 1982, la population, dans sa très grande majorité, parle le guaraní : 40,1 % des habitants parlent uniquement cette langue, 48,6 % parlent cette langue et l'espagnol, et 6,5 % exclusivement l'espagnol. Ceux qui parlent le guaraní ne peuvent pas accéder aux niveaux supérieurs de l'enseignement, ce problème n'étant pas pris en compte dans les programmes d'études. Selon le Ministère de l'éducation et du culte, le bilinguisme est une des raisons qui font que 21 % des enfants redoublent leur première année, 65 % quittent l'école avant d'avoir terminé leurs études primaires et 30 % "décrochent" pendant le premier cycle de l'enseignement. Dans le cadre de la nouvelle réforme de l'enseignement, il faudra nécessairement se pencher sur le problème complexe de l'enseignement bilingue, examiner la question de la formation des enseignants et voir si les manuels scolaires, le contenu des programmes et les méthodes d'enseignement sont adaptés.

84. La Constitution en vigueur dispose, en son article 62, que "... le droit des peuples autochtones à préserver et développer leur identité ethnique dans leur habitat est reconnu et garanti.

Les peuples autochtones ont également le droit d'appliquer librement leurs systèmes d'organisation politique, sociale et économique, culturelle et religieuse, et d'appliquer comme ils l'entendent les règles coutumières qui régissent les relations entre leurs membres, à condition que ces règles ne violent pas les droits fondamentaux inscrits dans la présente Constitution."

85. La Constitution en vigueur dispose, en son article 24, que "... toute personne a le droit d'exprimer librement sa personnalité et sa créativité et de se forger sa propre identité et sa propre image.

Le pluralisme idéologique est garanti."

C. La liberté d'expression

86. La Constitution paraguayenne dispose, en son article 25, que "... sont garanties la liberté d'expression et la liberté de la presse ainsi que la liberté de répandre des idées et des opinions sans aucune restriction. Il ne sera promulgué aucune loi qui limite ces libertés ou en rende l'exercice impossible. Toute personne a le droit de produire, de rechercher et de répandre des informations et d'utiliser à ces fins tout moyen licite".

87. Il existe au Ministère de l'éducation et du culte des programmes visant à encourager la participation active des enfants et des adolescents : les conseils de classe. En outre, le Sous-Secrétariat d'Etat à l'éducation a invité les élèves de l'enseignement secondaire à participer, dans les locaux de l'Institut supérieur de l'enseignement, à un congrès consultatif préliminaire pour la réforme de l'enseignement dont les conclusions seront présentées au premier Congrès national pour la réforme de l'enseignement qui se tiendra en décembre 1992.

D. La liberté de pensée, la liberté de conscience,
la liberté de religion, la liberté d'association
et de réunion pacifique

88. Il existe actuellement diverses organisations qui offrent aussi aux jeunes la possibilité de jouer un rôle de premier plan au Paraguay. Tant au niveau politique qu'au niveau des associations d'étudiants et des Eglises, les jeunes sont en train de s'organiser pour élaborer des projets qui devraient leur permettre de participer plus largement à des affaires qui, il y a encore peu de temps, étaient du seul ressort des adultes.

89. La Fédération des élèves de l'enseignement secondaire a présenté à la Commission des affaires constitutionnelles du Parlement national le projet "Billet étudiant" ("Boleto Estudiantil"), dont le but est de faire bénéficier les étudiants de tarifs réduits pour les transports en commun.

90. Néanmoins, les étudiants, en particulier ceux du cycle secondaire, rencontrent des difficultés pour s'associer et constituer des centres d'étudiants dans ces établissements d'enseignement. Beaucoup de centres ont néanmoins été créés récemment du fait que les étudiants ont dû s'organiser pour résoudre leurs problèmes et se constituer en une force effective pour faire entendre leurs revendications. Parallèlement, le Ministère de l'éducation et du culte s'efforce actuellement de promouvoir et de faciliter la participation d'associations et de groupements d'étudiants.

91. D'autres organisations telles que le Frente Estudiantil Secundario (FES) et le Frente Juvenil Democrático de Luque (FJD) mènent actuellement des activités dans le cadre d'un "programme de conscientisation". L'Eglise catholique, qui suit une ligne progressiste en ce qui concerne les objectifs

visés par les organisations de jeunes avec la création de la Pastoral Juvenil, où une attention particulière est accordée aux jeunes, est le plus grand rassembleur.

92. Aucune mesure officielle n'encourage les enfants à participer à la création et à la gestion d'espaces d'expression dans la presse. Seules quelques initiatives de caractère privé vont dans ce sens.

E. La protection de la vie privée

93. Le respect de la vie privée de l'enfant est garanti par la Constitution en vigueur et le Code du mineur prévoit qu'il ne sera donné aucune publicité aux affaires où des mineurs sont en cause.

94. L'avant-projet de réforme du Code du mineur énonce, en son article 10, le droit de l'enfant "à la protection de la vie familiale dans son foyer, à être traité comme l'exige son développement et à jouir de tous les droits inscrits dans la Convention relative aux droits de l'enfant".

F. Le droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

95. La Constitution en vigueur, le Code du mineur, l'avant-projet de réforme du Code du mineur, le juge des enfants, la Direction générale de la protection des mineurs et les organisations non gouvernementales qui oeuvrent en faveur de l'enfance interdisent, dénoncent et sanctionnent toute forme de traitement cruel ou inhumain infligé à un mineur, protègent celui-ci contre de tels abus et luttent contre ces pratiques; néanmoins, plusieurs centres de détention de la police et centres de rééducation recourent toujours à ces pratiques. Une enquête est immédiatement ouverte en cas de plaintes concernant ces centres ou établissements. En outre, la presse locale dénonce des faits qui appellent des enquêtes, et contribue ainsi d'une certaine manière à freiner et à empêcher ces sortes de violations.

96. L'institution pour mineurs "Panchito Lopez" qui abrite de jeunes délinquants a récemment fait l'objet d'une enquête, à la suite de nombreuses plaintes. Pour faciliter la surveillance de ce centre de redressement, on l'a transféré dans la capitale. Les nouveaux locaux sont un peu exigus pour loger 175 détenus, mais ces derniers ont plus de facilités pour voir leurs proches et s'occuper de leur procès. La Direction générale des droits de l'homme mène actuellement un programme dont l'objectif principal est de fournir une assistance juridique aux mineurs de cette institution qui se trouvent dans une situation de pauvreté critique. Participent à ce programme des conseillers juridiques de la Direction. Depuis que ce programme existe, 80 affaires ont été réglées; dans certains cas la procédure a été accélérée; dans d'autres, les mineurs ont été remis en liberté.

V. MILIEU FAMILIAL ET PROTECTION DE REMPLACEMENT

97. Le type d'organisation familiale qui prédomine dans le pays est celui de la famille élargie, c'est-à-dire des ménages qui comprennent en permanence, en plus des père, mère et enfants, d'autres parents. Cela vaut aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, et pour 79,3 % du nombre total des familles. La proportion de familles élargies est plus élevée dans les zones rurales (83,5 %) que dans les zones urbaines (73,5 %). Celle des familles de type nucléaire n'est que de 9,2 %. La proportion des familles recomposées est plus élevée que celle des familles nucléaires : elle est de 10,4 % - 13,6 % dans les zones urbaines et 8 % dans les zones rurales.

98. Les résultats du recensement de 1990 qui portait sur la zone métropolitaine d'Asunción font apparaître une population de 1 150 806 habitants pour la capitale (ce qui représente 27 % de la population totale du pays) avec prédominance de la famille de type nucléaire (46 %). Viennent ensuite la famille élargie (37 %) et la famille recomposée (11 %).

99. La famille constitue, sans nul doute, un espace dans lequel l'enfant commence son processus de socialisation, d'intégration dans la société. En bref, le type d'organisation familiale joue un rôle important dans son développement.

100. La Constitution paraguayenne proclame au chapitre IV, à l'article 48, que "... la famille est le fondement de la société. Son intégrité sera protégée et garantie".

101. Les chefs de ménage sont dans 81,9 % des cas des hommes et dans 18,1 % des cas des femmes. Dans les zones rurales, de plus en plus d'hommes sont chefs de ménage. Les femmes seules, en l'absence de compagnon, assument le rôle de chef de ménage.

102. Le Code du mineur (titre premier, art. 8) énonce les droits du mineur et l'avant-projet de réforme dudit code (chap. IV) contient divers articles qui protègent le milieu familial de l'enfant. Lorsque l'enfant est séparé de sa famille, d'autres formes de protection prennent le relais, telles que le placement familial, la tutelle confiée à des membres de la famille, l'adoption.

103. La précarité des moyens de subsistance, surtout dans les zones rurales ou dans les zones périphériques des villes, conduit certains parents ou tuteurs à placer l'enfant comme "domestique" dans une famille plus aisée. Etant donné qu'il s'agit d'un contrat verbal de caractère privé qui ne confère aucun droit de garde, et ne prévoit aucune sauvegarde, cette forme illégale de tutelle se transforme souvent en un système d'exploitation du travail de l'enfant, de sévices physiques, affectifs ou sexuels.

104. La protection par l'Etat d'enfants en situation d'abandon matériel ou moral, qui n'ont pas de foyer, ne sont pas surveillés, vivent de mendicité ou de la charité publique (art. 221), est assurée par la Direction générale de la protection des mineurs, qui possède un fichier comptant plus de 74 établissements pouvant accueillir des mineurs à diverses fins.

Ces établissements sont périodiquement contrôlés par le Département du service social de la Direction. Les juges des tutelles pour enfants et les juges des enfants apportent en permanence une aide à ces mineurs : ils les placent temporairement au Foyer national du mineur ou dans d'autres établissements habilités à accueillir des mineurs en danger.

105. C'est le juge des tutelles pour enfants qui prononce l'adoption d'un mineur. Cette mesure pose un grave problème au Paraguay. Depuis quelques années, les adoptions dites "internationales" sont très controversées. La législation paraguayenne ne prévoit pas expressément l'adoption simple ou plénière de mineurs paraguayens par des étrangers domiciliés hors du pays. L'ordonnance No 22 de la Cour suprême de justice, annulée après la promulgation de la loi No 57/90 par une autre ordonnance No 45/90, interdisait provisoirement l'adoption de mineurs par des étrangers domiciliés hors du pays; mais l'adoption demeurait possible pour ceux qui étaient domiciliés au Paraguay.

106. La pratique judiciaire permet à des mineurs paraguayens adoptés par des étrangers non résidents de quitter le pays après que les formalités requises pour l'adoption - qui ne peut avoir lieu que conformément aux dispositions de la loi No 903/81 du Code du mineur - ont été accomplies, après que le jugement définitif et les autres documents ont été légalisés, que le mineur a pris le nom des adoptants, et avec l'autorisation du juge compétent et de la Direction générale de la protection des mineurs. Le Bureau d'adoption et de placement familial reçoit les candidats, procède aux études psychologiques et sociales pertinentes et tient la liste d'attente. La procédure d'adoption relève du juge des tutelles pour enfants. Les juges accordent actuellement la préférence aux adoptions nationales.

107. L'agrément auquel sont soumises les garderies qui accueillent des mineurs destinés à être donnés en adoption, généralement 8 à 10 enfants, est donné par la Direction générale de la protection des mineurs, après examen de la situation.

108. Etant donné que le Paraguay n'a signé aucun accord bilatéral ou multilatéral en matière d'adoption, il lui est difficile d'exercer un contrôle sur les adoptions dites internationales, et le rapport périodique qu'envoient les adoptants est purement volontaire.

109. Des transferts illicites de mineurs ont été découverts récemment au Paraguay. Les personnes impliquées dans ce "trafic de bébés" ont été placées à la disposition de la justice de droit commun. Le Département des enquêtes de la police de la capitale a ouvert un bureau qui enquête sur les cas de disparition, d'enlèvement, de vol et de rétention illicite d'enfants.

110. De manière générale, il n'existe pas de statistiques pouvant donner des informations exhaustives et actualisées sur le nombre d'enfants sans foyer ou victimes de violences ou de négligence. Celles que l'on trouve sont incomplètes ou disséminées dans divers bureaux. La Direction générale de la protection des mineurs a pour mission, conformément à l'article 318 du Code du mineur, d'apporter une aide à tous les mineurs qui se trouvent dans cette situation, de dénoncer et de poursuivre en justice quiconque porte atteinte à l'intégrité physique et morale de ces mineurs.

111. La Direction générale de la protection des mineurs et d'autres centres reçoivent les plaintes relatives à des sévices et des violences sexuelles sur la personne d'un enfant. Le centre sanitaire dit de premiers secours et le Centre de santé du Ministère de la santé publique et de la protection sociale accueillent les victimes de sévices et de violences et portent un diagnostic clinique. Tous les services de police du pays, et en particulier le Département de la famille de la police de la capitale, la Commission des droits de l'homme de la Chambre des députés et les juges des enfants, reçoivent les plaintes relatives à des violences à l'encontre de mineurs.

112. Une campagne nationale pour la prévention des violences et des sévices, à laquelle ont participé diverses organisations, a été lancée au niveau gouvernemental par le Département de la famille de la police de la capitale. Toujours au niveau gouvernemental, divers centres reçoivent les plaintes ou offrent une assistance psycho-technico-juridique aux victimes de violences et de sévices. Le Centre de défense du mineur, le Collectif de femmes "25 novembre", la Fondation Tecoyoya et d'autres organisations font de même. Aucune mesure de réadaptation physique et psychologique et de réinsertion sociale des mineurs victimes de violences ou de sévices n'est prise à ce niveau.

113. Aucun organisme officiel ou privé ne collecte de manière uniformisée et détaillée des renseignements ventilés selon l'âge, le sexe, l'origine ethnique ou nationale, le milieu (rural ou urbain) sur le nombre d'enfants qui entrent dans l'une des catégories suivantes :

- a) Enfants sans foyer;
- b) Enfants victimes de violences placés sous protection;
- c) Enfants placés dans des foyers ou des institutions de protection;
- d) Enfants adoptés dans le pays;
- e) Enfants qui quittent le pays à la suite de procédures d'adoption fixées entre pays.

114. Il n'est pas habituel de procéder à un examen périodique des conditions d'internement. Toutefois, le juge des tutelles pour enfants ou le juge des enfants peut le demander dans le cas des mineurs dont ils ont eu à s'occuper.

VI. SANTE ET BIEN-ETRE

115. Selon des données émanant du Département de biostatistique du Ministère de la santé publique et de la protection sociale, 8,5 % de la population âgée de 10 à 19 ans succombe à des maladies infectieuses ou parasitaires. Selon des données émanant du Ministère, les cinq premières causes de mortalité chez les enfants âgés de 1 à 4 ans sont les pneumonies, les maladies diarrhéiques, les méningites, la dénutrition et l'anémie (40 enfants pour 1 000 naissances vivantes). Le taux de mortalité chez les enfants âgés de moins d'un an reste très élevé. Il est dû aux causes suivantes : complications pendant l'accouchement, maladies diarrhéiques, pneumonies congénitales, septicémies, affections du nouveau-né, dénutrition et anémies, méningites et tétanos.

116. Bien que le Ministère de la santé publique et de la protection sociale privilégie les soins à la mère et à l'enfant, certaines difficultés ne permettent toujours pas de couvrir les besoins médicaux de l'ensemble de la population : si 63,4 % des Paraguayens peuvent bénéficier de soins médicaux dans les services qui relèvent du Ministère de la santé publique, on ne sait pas quelle proportion d'entre eux s'y font réellement et effectivement soigner. Divers centres de santé comptent des unités de santé maternelle et infantile, mais étant donné que le pays n'a pas de centre hospitalier pour enfants et adolescents, les services sont de ce fait dispersés et la qualité des soins est fonction des possibilités de chaque unité, de son infrastructure et de la formation professionnelle de son personnel.

117. En matière de sécurité sociale, il convient de mentionner les prestations qu'offrent l'Institut de prévoyance sociale et ses différents centres régionaux, bien que ceux qui y ont recours se plaignent souvent de l'insuffisance de leurs services.

118. Selon des données fournies par la Direction générale des statistiques et du recensement du Département de l'éducation spéciale du Ministère de l'éducation et du culte, 444 771 personnes (soit 10,40 % de la population du pays) étaient atteintes, en 1990, d'une déficience quelconque. 225 227 d'entre elles avaient moins de 20 ans. Le Département de l'éducation spéciale s'occupe de ces cas. L'INPRO est un organisme officiel d'assistance médicale et sociale aux infirmes, et diverses organisations privées, dont certaines sont subventionnées, leur apportent aussi une assistance sur le plan sanitaire, éducatif et professionnel. Etant donné que le champ d'action de ces institutions ne dépasse pas la capitale et les grands centres urbains, les handicapés qui vivent à l'intérieur du pays n'ont pas accès aux services et programmes de prise en charge intégrale.

119. La coopération a permis de réaliser des expériences tout à fait positives en ce qui concerne :

a) La politique de décentralisation du Ministère de la santé publique et de la protection sociale, qui s'est traduite par une amélioration sensible de ses services;

b) Le programme élargi de vaccination et de lutte contre les maladies diarrhéiques aiguës qui est, de tous les programmes, celui qui a eu le plus d'impact tant du point de vue de la couverture vaccinale que de l'abaissement des taux de mortalité des enfants âgés de moins de 5 ans. Mention doit également être faite de la thérapeutique de réhydratation orale (TRO);

c) Les organisations de la Pastoral Social de l'Eglise catholique, qui ont permis à celle-ci de gérer elle-même des programmes de soins de santé infantile et maternelle. Les Ministères de la santé et de l'éducation ont également centré leur stratégie sur le volontariat ("promotores voluntarios");

d) Le plan national d'action en faveur de l'enfance qui a permis de préciser, dans l'analyse de la situation, les actions ponctuelles suivantes à privilégier de 1993 à l'an 2000 :

- examens prénatals;
- amélioration des soins hospitaliers;
- formation à la thérapeutique de réhydratation orale;
- information et formation dans le domaine de l'éducation nutritionnelle;
- élargissement de la couverture des services;
- élargissement de la couverture vaccinale;
- amélioration globale du logement;
- traitement des affections respiratoires aiguës;
- éducation nutritionnelle;

e) Le programme de développement humain, qui vise à améliorer les conditions de vie des groupes les plus défavorisés, principalement celles des enfants, et qui s'inscrit dans le cadre de la proposition de développement humain élaborée par le PNUD. Plus d'un million d'enfants d'âge scolaire en ont bénéficié (compléments nutritionnels) et un réseau national composé de 1 000 comités de femmes a été mis en place. Les principaux résultats attendus sont la réduction de l'incidence du goitre et la diminution des taux d'abandon et d'échec scolaires;

f) Le programme de santé maternelle et infantile élaboré par le Ministère de la santé publique et de la protection sociale, qui sera mis en oeuvre par le Département de la santé maternelle et infantile et par des organisations non gouvernementales. Récemment approuvé par le FNUAP pour la période 1993-1996, il aura une portée nationale;

g) L'assistance alimentaire aux groupes vulnérables : en coopération avec le Programme alimentaire mondial, les Ministères de la santé et de l'éducation fournissent un complément alimentaire aux femmes enceintes, aux mères qui allaitent et aux enfants d'âge scolaire et préscolaire qui suivent un enseignement préélémentaire. Elle sera dispensée de 1991 à 1994;

h) L'alimentation et la nutrition (1991-1994);

i) Le programme d'appui au secteur de la santé (1991-1994) de l'Organisation panaméenne de la santé (OPS), qui comporte notamment les éléments suivants :

- renforcement des infrastructures;
- mise en place du système de surveillance alimentaire et nutritionnelle;
- lutte contre des carences nutritionnelles spécifiques (fer, iode, vitamine A) et prévention de ces carences;

- consolidation des programmes d'éducation alimentaire et nutritionnelle;
- lutte contre les maladies évitables ou éradication de celles-ci ou les deux;

j) Le programme d'appui de l'OPS au secteur de la santé en vue d'identifier les actions tendant à :

- consolider l'éradication du virus de la poliomyélite;
- vaincre la rougeole et le tétanos durant la période néonatale;
- améliorer la santé maternelle et infantile (1991-1994);

k) Le programme de l'OPS dans le secteur de la santé en vue d'augmenter le nombre de bénéficiaires des programmes de soins prénatals, périnatals, postnatals et des programmes de planification de la famille (1991-1994).

VII. EDUCATION, LOISIRS ET ACTIVITES CULTURELLES

120. La Constitution paraguayenne actuellement en vigueur garantit le caractère gratuit et obligatoire de l'enseignement primaire. Toutefois, le coût élevé de la vie ne permet pas de concrétiser cette garantie constitutionnelle dans la réalité sociale, comme en témoigne le taux d'analphabétisme des enfants âgés de 10 à 14 ans, qui atteint 12,5 % dans les zones urbaines et 24,6 % dans les zones rurales.

121. D'après l'annuaire de 1991 du Ministère de l'éducation et du culte, le taux des abandons scolaires reste le même pour 1990-1991 que pour les années 1989-1990 et le taux de démobilisation (redoublements, défections et échecs) durant la période qui va de 1985 à 1990 a été de 51,3 %.

A. Enseignement de base

122. L'enseignement préélémentaire comprend les garderies, les jardins d'enfants, les établissements Mita-í Roga (Maison de l'enfant) et les infrastructures préscolaires. Le secteur public finance les infrastructures préscolaires et les Mita-í Roga dans la proportion de 53 % et 100 %, respectivement. Par ailleurs, le secteur privé finance les garderies et les jardins d'enfants dans la proportion de 83 % et 91 %, respectivement. L'enseignement préélémentaire est surtout concentré dans le secteur urbain, avec un taux de 76 %, contre 24 % dans le secteur rural.

123. Le nombre des enfants inscrits dans l'enseignement primaire, qui est destiné aux enfants âgés de 7 à 12 ans, est de 735 875, soit 112 %, ce qui signifie qu'un grand nombre des inscrits sont en dehors de la tranche d'âge scolaire à laquelle correspond normalement ce niveau d'enseignement, soit en raison d'une entrée tardive à l'école, soit en raison de redoublements. Les effectifs scolaires sont constitués pour 55 % d'enfants des zones rurales et pour 45 % d'enfants des zones urbaines; 86 % fréquentent des établissements

d'enseignement publics et 14 % des établissements d'enseignement privés (données fournies par le Département de l'enseignement primaire du Ministère de l'éducation et du culte).

124. L'enseignement primaire compte 4 691 établissements scolaires, dont 77 % assurent une scolarité complète et 29 % une scolarité incomplète. Les enseignants sont pour 76,5 % titulaires, et 16 % d'entre eux possèdent un diplôme de fin d'études secondaires.

125. Le taux de redoublement atteint 85 %. Le taux de fréquentation scolaire demeure bas, soit 51 % en 1991 et 48 % pour l'ensemble du pays. Le taux de redoublement a baissé de 8,8 % de 1988 à 1990 et celui des défections a diminué de 5 à 3 %. Le nombre d'enfants qui abandonnent leurs études diminue lentement, passant de 3,8 % à 3,2 % en 1990. Ces six dernières années, le taux de fréquentation scolaire a été de 51 %, c'est-à-dire que l'objectif proposé par le Département de l'enseignement primaire a été atteint.

B. Les ressources humaines

126. Parmi les enseignants, 76,5 % possèdent une formation pédagogique acquise dans une école normale, dans un institut de formation pédagogique, à l'Institut supérieur de l'enseignement et dans des centres de formation en cours d'emploi pour bacheliers; 23,5 % n'ont aucune formation pédagogique. Il existe 31 902 postes, qui sont pourvus par 18 976 enseignants. Dans l'enseignement primaire, 65 % des postes de directeur sont en zone urbaine et 35 % en zone rurale; 95 % de ces postes sont occupés par des titulaires.

127. L'enseignement primaire paraguayen se caractérise par ses faibles performances qui tiennent à diverses causes. Parmi les causes immédiates, il faut citer le redoublement; parmi les causes sous-jacentes, le décalage entre le programme et la réalité que connaissent les élèves et leurs familles, la situation économique dramatique qui oblige les enfants à travailler à la ferme et dans la rue, la difficulté d'accès aux établissements scolaires et la distance entre le domicile et l'école dans les zones rurales, la mauvaise alimentation, les dépenses élevées que représente l'achat d'un uniforme, de manuels, etc.; parmi les causes structurelles, l'inadaptation des programmes, la pression économique pour la survie des élèves des zones rurales et marginales qui sont issus de familles qui vivent dans la pauvreté, l'habitat dispersé, etc.; enfin, parmi les causes fondamentales, les ressources humaines limitées, l'insuffisance du modèle pédagogique, le bas niveau de rémunération des enseignants, l'insuffisance de centres de formation pédagogique, le manque de ressources pour l'acquisition de textes, de matériels et de fournitures scolaires.

C. La réforme de l'enseignement

128. La réforme de l'enseignement proposée par le Ministère de l'éducation et du culte a, entre autres objectifs prioritaires, celui d'améliorer sensiblement l'enseignement à tous les niveaux. La régionalisation et la décentralisation proposées visent à rationaliser et accélérer les processus de décision du point de vue technique et administratif afin de résoudre le problème des redoublements et des abandons scolaires et les autres problèmes qui déséquilibrent l'enseignement. Le plan d'action en faveur de l'enfance

au Paraguay vise surtout à consolider et élargir l'enseignement de base pour tous, à savoir l'enseignement préprimaire, l'enseignement primaire, l'enseignement primaire spécial, l'alphabétisation et l'éducation des adultes. Les programmes de coopération sont destinés à apporter une aide dans les secteurs suivants :

- a) Formulation de la politique pédagogique;
- b) Elaboration de matériels pédagogiques;
- c) Formation des enseignants et suivi;
- d) Fabrication, impression et distribution de matériels.

D. Les loisirs

129. Le Secrétariat à l'enfance et à l'adolescence de la municipalité d'Asunción est chargé de mettre sur pied des activités récréatives et culturelles et des spectacles pour enfants. Des activités récréatives et culturelles sont aussi organisées par des organismes non gouvernementaux, dans certains cas avec des subventions de l'Etat.

VIII. MESURES SPECIALES DE PROTECTION DE L'ENFANCE

130. Sur les 40,4 % d'enfants âgés de moins de 14 ans, certains sont défavorisés ou en danger et nécessitent un traitement spécial et prioritaire de la part de l'Etat. Selon une première estimation, 40 000 enfants seraient dans ce cas. On emploie aussi pour les désigner l'expression "enfants dans une situation particulièrement difficile".

A. Les enfants en situation de conflit avec la loi

131. Les établissements subventionnés par l'Etat qui accueillent des mineurs en situation de conflit avec la loi ou en situation d'abandon ne possèdent pas des ressources suffisantes en infrastructures et en personnel pour garantir le développement intégral des enfants qui y sont placés ou leur pleine réinsertion sociale au moment de leur départ.

132. L'Institut de réadaptation "María Reina" accueille des mineures en situation de conflit avec la loi ou en danger social. Dans 50 % des cas, ces mineures ont été internées pour vol. L'attention qu'elles reçoivent est plus individualisée et le taux de récidive faible.

133. Les Comisarías de Mujeres (résidences pour jeunes filles) sont des sortes de foyers de transit qui relèvent de la police dans lesquels peuvent séjourner temporairement des jeunes filles en état d'arrestation avant d'être orientées, après examen de classification, vers l'organisme ou le service compétent pour résoudre leur problème.

134. La police incarcère et isole provisoirement les mineures soumises à l'exploitation sexuelle (prostitution) afin de les détourner de leurs activités. Malheureusement, ces mineures sont ensuite rendues à la rue

sans que leur soient offertes des possibilités de réinsertion professionnelle ou familiale qui leur permettraient de ne pas retomber dans leurs occupations habituelles.

135. La Comisaría de Varones (résidence No 17) fonctionne comme une annexe de la police à peu près dans les mêmes conditions que les Comisarias de Mujeres.

136. Abstraction faite de quelques efforts isolés, le plan de réinsertion sociale à la sortie de prison et de réadaptation physique et psychologique des mineurs victimes de sévices ou de violences sexuelles prévu par la loi sur les établissements pénitentiaires et autres dispositions légales ne s'est pas matérialisée.

137. En septembre a été adoptée la décision No 21/92 portant approbation de la création du Département technique de criminologie et du plan général de diagnostic, de classification et de traitement de la Direction générale des établissements pénitentiaires. Le Département, constitué d'une équipe interdisciplinaire, procédera à la classification des détenus afin d'assurer leur traitement dans un établissement pénitentiaire en vue de leur réinsertion future.

138. Le programme d'aide judiciaire aux mineurs délinquants de l'Institut Panchito López, mené par des conseillers juridiques de la Direction générale des droits de l'homme depuis août 1991, a pour objet d'offrir une aide juridique aux mineurs en situation de pauvreté critique.

139. Le titre II du livre III du Code du mineur traite de la question des mineurs en situation d'abandon et de danger. Son article 220 est ainsi libellé :

"Le juge des enfants, chaque fois qu'il est informé que des mineurs de 20 ans sont dans une situation d'abandon matériel, moral ou de danger, procédera aux constatations requises, entreprendra les recherches nécessaires et prendra les mesures propres à assurer la protection du mineur. Sont considérés en danger les mineurs dont le mode de vie est contraire à la morale, la prostitution étant un de ces modes de vie."

140. Les mineurs en situation d'abandon ou en danger sont confiés soit au juge des tutelles pour enfants qui doit assurer "la protection des mineurs en situation d'abandon ou en danger au sens du présent Code, sauf dans les cas qui nécessitent l'intervention du juge des enfants ..., et prendre les mesures et dispositions qu'il juge appropriées dans l'intérêt des mineurs" (art. 227, al. I et J), soit au juge des enfants qui doit "enquêter, procéder à des auditions touchant la protection des mineurs qui sont en danger au sens du présent Code ... et décider de laisser les mineurs poursuivis en justice sous l'autorité de leurs parents, de les placer dans des établissements spécialisés ou dans des foyers de remplacement ou prendre à leur égard toute autre mesure prévue dans le présent Code" (art. 231, al. C et D).

B. Les enfants en situation d'exploitation

141. Les mineurs âgés de 12 ans révolus qui travaillent dans le secteur structuré sont sous la protection du Code du travail. Ils jouissent de ce fait de certains avantages reconnus aux travailleurs. Ces avantages, toutefois, ne sont pas répertoriés dans le Code du mineur; il appartient à la Direction générale de la protection des mineurs de veiller à ce que les mineurs en bénéficient.

142. On estime que 15 000 mineurs au moins travaillent dans le secteur non structuré de la zone métropolitaine d'Asunción. Ils sont issus de quelque 7 000 familles, ont entre 8 et 16 ans, 88 % sont de sexe masculin et 12 % de sexe féminin. Dans 54 % des cas, ils sont issus de familles pauvres qui vivent dans des quartiers non intégrés, et dans 62 % des cas leurs familles n'ont pas de revenus fixes ou réguliers. Les 33 % de ces mineurs de la zone métropolitaine d'Asunción ne vont pas à l'école, et beaucoup (96 %) vivent chez leurs parents, leur père ou leur mère, ou chez des membres de leur famille.

143. Les mineurs des rues sont les enfants ou les adolescents des deux sexes qui vivent principalement dans la rue, qui remplace pour eux la famille comme facteur essentiel de croissance et de développement. Parmi les mineurs qui travaillent dans la rue, 2 % sont des mineurs des rues. Ils travaillent occasionnellement, au gré des circonstances. Environ 60 % des enfants des rues ont été une fois ou l'autre placés en garde à vue dans un commissariat de police.

144. Les victimes de sévices et de violences sexuelles se rencontrent dans toutes les couches sociales, mais les cas qui sont dénoncés sont ceux qui sont liés à des problèmes socio-économiques tels que le chômage ou l'alcoolisme. Les agresseurs sont souvent les beaux-pères, les marraines, les oncles et même le père ou la mère. Il n'existe pas de statistiques fiables, mais on estime qu'il y a environ 16 plaintes pour sévices ou violences sexuelles par jour, soit 4 000 environ par an.

145. On ne connaît pas le nombre total des mineurs qui sont placés dans des institutions pour diverses raisons. Soixante-quatorze institutions accueillent des mineurs qui sont inscrits à la Direction générale de la protection du mineur et placés sous son contrôle. Les juges des tutelles pour enfants et les juges des enfants demandent occasionnellement un examen périodique des conditions d'internement.

146. On ne dispose pas de renseignements précis concernant la vente, la traite et les enlèvements de mineurs en dehors de ceux que des actions sporadiques de la police permettent de recueillir; les plaintes ne sont pas enregistrées de façon systématique, mais chaque fois qu'une plainte est déposée, une enquête est menée.

147. Le Paraguay compte 17 groupes ethniques appartenant à 5 familles linguistiques. Avec la promulgation de la loi No 904/81 dite "Statut des communautés autochtones", le droit à la propriété privée a été reconnu aux autochtones. D'après le recensement national de 1982 sur la population autochtone, sur les 29 437 enfants d'âge scolaire, 9 732 (33 %) étaient

allés à l'école primaire et 173 (0,58 %) à l'école secondaire. On ignore combien avaient fait des études universitaires. Les enfants et adolescents autochtones participent à la vie de la communauté conformément aux règles et coutumes de la culture particulière de leur peuple.

148. L'article 322 du Code pénal a été modifié comme suit :

"Le proxénète qui favorise ou facilite la corruption de la jeunesse afin de satisfaire les désirs sexuels d'autrui sera puni d'un emprisonnement :

- 1) De 3 à 6 ans, si la victime est âgée de moins de 12 ans;
- 2) De 2 à 4 ans, si la victime est âgée de plus de 12 ans et de moins de 15 ans;
- 3) De 2 à 3 ans, si la victime est âgée de plus de 15 ans mais de moins de 20 ans."

149. L'article 323 du Code pénal est modifié comme suit : "Sera puni d'une peine égale à la moitié des peines prévues à l'article précédent quiconque, sans inciter à la prostitution ou à la corruption, la facilite, même avec le consentement de l'intéressé".

150. L'article 7 du Code pénal dispose ceci : "Le commerce, la traite ou le transfert d'un pays à un autre de femmes majeures en vue de les livrer à la prostitution, même avec leur consentement, ainsi que le racolage ou le recrutement à telle fin seront punis de 4 à 8 ans d'emprisonnement. S'il s'agit de mineures, la peine sera portée au double de celle qui est prévue pour les majeures".

151. Le Département de la famille de la police de la capitale mène un programme de prévention de la délinquance juvénile et de coordination des activités des organismes d'aide aux mineurs délinquants qui comporte une assistance thérapeutique, juridique et en matière d'enquête.

152. La Campagne nationale de prévention des violences physiques et sexuelles a été proclamée d'intérêt national par le décret-loi No 7743. Ses objectifs étaient de rendre la population consciente de l'ampleur de ce problème, de l'informer de ses causes possibles et de ses manifestations, de proposer des moyens concrets de prévention et de faire connaître les organismes publics ou privés qui fournissent une aide juridique et un soutien psychologique.

153. Le Département de la protection sociale du Ministère de la santé publique et de la protection sociale vient de lancer un programme d'aide psychologique et sociale aux mineurs.

154. Le programme de soutien aux enfants se trouvant dans une situation particulièrement difficile, qui s'inscrit dans le cadre du plan national d'action en faveur de l'enfance, s'adresse aux mineurs qui entrent dans l'une des catégories suivantes :

- a) Enfants en lutte pour leur survie;

- b) Enfants des rues;
- c) Enfants victimes de sévices ou en situation d'abandon;
- d) Enfants placés dans des institutions;
- e) Enfants victimes de catastrophes naturelles;
- f) Enfants ayant besoin de mesures particulières de prévention;
- g) Enfants auxquels s'adresse le Programme enfance.

C. Mineurs handicapés

155. La Constitution paraguayenne garantit le respect de la dignité des personnes handicapées.

156. Le Département de l'enseignement spécial favorise et contrôle l'accès effectif à l'enseignement et à la formation ainsi qu'aux services de réadaptation par l'intermédiaire de nombreuses organisations privées et publiques qui travaillent dans ce secteur.

157. L'Institut national de protection des personnes se trouvant dans une situation exceptionnelle offre une aide gratuite en matière de santé et de réadaptation.

158. Le fait que les handicapés se sont organisés dans divers secteurs leur permet de participer à la vie nationale. Ainsi, ils sont représentés au conseil municipal de la ville d'Asunción où ils travaillent à l'amélioration des services de santé, à la préparation à l'emploi et à l'élimination des barrières architecturales, favorisant intégration sociale et enrichissement culturel.

IX. CONSIDERATIONS GENERALES

159. Dès le début du processus de transition vers la démocratie, les autorités constitutionnelles ont demandé et obtenu que l'Organisation des Nations Unies confirme la validité de l'approche adoptée en matière de droits de l'homme. Le Centre pour les droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement et le Gouvernement paraguayen ont ainsi conclu un accord pour la promotion et la défense des droits de l'homme qui a pour objectif de promouvoir tous les instruments internationaux ratifiés par le Paraguay. De multiples activités ont été entreprises, parmi lesquelles il faut citer notamment l'organisation d'un colloque international sur les bases comparatives d'une réforme constitutionnelle, diverses activités ayant trait à l'enseignement de type classique, la production de matériels de diffusion.

160. Etant donné que le présent rapport est le premier, le Gouvernement paraguayen tient à donner au Comité l'assurance qu'il est à son entière disposition, qu'il suivra ses recommandations et participera à tout programme de coopération qui sera jugé utile. Le gouvernement est conscient des difficultés auxquelles est en butte la jeunesse paraguayenne et il est prêt à faire tout ce qui est en son pouvoir pour y remédier. Il est certain que le Comité lui apportera sa collaboration dans cette tâche difficile.